

mois de décembre,—est Bruce Hutchison, très savant journaliste de Victoria, et grand écrivain canadien. Dans un numéro récent du *Harper's*,—il s'agit d'un numéro très récent, en effet, car M. Hutchison commence son article par ces mots:

Le résultat des récentes élections canadiennes est, pour les Américains, beaucoup plus inquiétant que ne s'en rendent compte encore la plupart d'entre eux.

On voit par là comme est récent l'article en question. M. Hutchison passe ensuite à la question du commerce, déclarant:

Le Canada est pour les États-Unis le plus grand marché extérieur. Contrairement à certains autres marchés, il paie ses achats au comptant. Jamais il n'a emprunté 5c. du gouvernement américain. Un déficit canadien un peu prolongé serait insupportable,—équivalant à un déficit américain inimaginable de 10 millions, sur un seul marché.

Il ne s'agit certainement pas ici d'un témoin rempli de préjugés. Ce déficit selon lui serait inimaginable. Quant à mon honorable ami il prétend, au contraire, qu'il est louable, voire avantageux. Je m'interromps encore une fois, ne voulant pas me lancer dans des considérations politiques. Si je veux vous communiquer à cet égard certains chiffres c'est simplement pour que les faits restent bien exposés, et non pas pour nourrir une controverse. Le chef de l'opposition a dit quelque chose aujourd'hui qui, venant de lui, m'a paru fort singulier. En effet, à mesure que s'accumulaient ces déficits, les exportations canadiennes aux États-Unis diminuaient tandis que les importations augmentaient, de manière à provoquer un déficit de 1,300 millions comparativement au demi-milliard enregistré l'année précédente, sous l'ancienne administration. Si j'avais envie de me lancer dans une controverse, je pourrais demander: "Qu'est-ce qu'il avait l'intention de faire?"

Ils disaient que nous ne devons pas nous entêter parce que cela provoquerait des mécontentements. Aujourd'hui, mon honorable ami l'a eu vraiment belle. Il a dit qu'il ne fallait pas défendre nos droits au Canada parce que nous allions susciter l'hostilité de certains groupes américains. Mais, ne voulant rien abandonner, il a dit par ailleurs que nous devrions informer les États-Unis que nous ne pouvons pas maintenir nos arrangements de défense sous leur forme actuelle s'ils ne comprennent pas que des changements économiques s'imposent. Nous n'avons formulé aucune menace de ce genre, mais nous avons mentionné aux États-Unis que la situation nécessitait la prise de certaines mesures. Des membres du Congrès ont été envoyés ici, et je demande simplement à mes honorables amis de l'opposition de lire les recommandations qu'ils ont remises au Congrès. Presque tout ce qui s'est dit se trouvait dans le cadre de cet examen.

[Le très hon. M. Diefenbaker.]

Mon honorable ami demande ce que nous avons fait à l'égard du chômage. Il a dit que le chômage dépendait du commerce; je vais donc aborder ces deux questions. Qu'avons-nous fait? Eh, bien, monsieur l'Orateur, nous avons agi. Le gouvernement antérieur connaissait la situation; il savait ce qui se passait, mais se contentait de nous dire que tout allait pour le mieux. Nous sommes venus au pouvoir, et nous avons agi. Je vais vous exposer un certain nombre de mesures que nous avons prises.

En somme, d'après le comité du développement économique des États-Unis, il y a quatre choses à faire pour combattre la régression qui a pris maintenant de vastes proportions aux États-Unis. Il y a quatre lignes de conduite à adopter. La première, c'est qu'il faut avoir confiance jusqu'à un certain point à la politique monétaire. Le comité signale que les entreprises d'affaires et les gouvernements ont tendance à dépenser davantage s'ils obtiennent plus facilement du crédit. Mon honorable ami, le ministre des Finances, s'est attaqué à cette question et, comme résultat, les restrictions au crédit et à la monnaie ont été relâchées. Et maintenant, si mon honorable ami dit que tel n'est pas le cas, je me permets de signaler ceci. Les chiffres publiés il y a deux semaines révèlent que le montant de numéraire en circulation accusait une augmentation de 7.5 p. 100 comparativement au montant de la semaine correspondante de l'an dernier, tandis que l'augmentation n'était que de .3 p. 100 aux États-Unis.

Mon honorable ami dit qu'il ne veut pas être rangé parmi les pessimistes mais rien dans ce qu'il a dit aujourd'hui ne me permet de croire à cette assertion. Au Canada, le nombre des faillites commerciales a diminué de 38.5 p. 100 par rapport à l'an dernier, tandis qu'aux États-Unis il a augmenté de 52.4 p. 100.

Nous avons agi en nous fondant sur la monnaie. La deuxième ligne de conduite, c'est qu'il faut prendre des mesures pour accroître les capitaux disponibles afin d'atténuer la diminution du revenu et susciter une plus grande demande à la consommation. Nous avons agi à cet égard en accroissant les prestations de sécurité sociale.

La troisième ligne de conduite préconisée veut qu'on encourage la construction de logements et les investissements publics. A ce propos, le ministre des Travaux publics (M. Green) a proposé au Parlement qu'on affecte la somme de 300 millions de dollars au logement. Cette décision a eu pour résultat que jamais dans le passé notre pays n'a connu égal essor de la construction de maisons à prix modique. On a tout juste commencé à